

## Un bonheur sans croissance est-il possible ?

Author : Anne Frémaux

Categories : [Eco](#)

Date : 16 octobre 2014

### Le paradoxe de la société d'abondance

« On ne tombe pas amoureux d'un taux de croissance », lisait-on sur les murs de Paris en mai 68, signifiant par là l'absence de communauté de sens et de corrélation nécessaire entre l'augmentation, quantitative, de la richesse nationale et la recherche, qualitative, de bonheur personnel. Révolte d'enfants gâtés, diront certains et il est vrai que le raisonnement qui va suivre ne concerne que les pays riches dont l'affluence a permis la sortie hors du règne de la *nécessité*. Commençons par ce paradoxe bien connu, mis en évidence par l'économiste Easterlin<sup>[1]</sup> en 1974 selon lequel une hausse du PIB ne se traduit pas nécessairement par une hausse du niveau de bien-être ressenti par les individus. Ce paradoxe est à rapprocher de ce que l'on nomme, en psychologie, le « paradoxe de l'abondance » qui montre que la disponibilité d'une satisfaction, auparavant rare, finit par produire lassitude et passivité. L'excitation ou l'euphorie liées à la consommation d'un bien provient de sa rareté. « Malheur à qui n'a plus rien à désirer ! » disait Rousseau. « Il perd pour ainsi dire tout ce qu'il possède. On jouit moins de ce qu'on obtient que de ce qu'on espère, et l'on n'est heureux qu'avant d'être heureux. (*La nouvelle Héloïse*, 1761).

L'une des contradictions que recouvre en effet le concept de progrès consiste dans le fait que ses effets positifs, par un effet d'habitude, sont de moins en moins perçus au fur et à mesure qu'il s'installe dans la vie quotidienne des individus. Le progrès, c'est aussi la mort progressive du progrès (au sens où il n'est plus vécu comme tel). Ce paradoxe est à l'origine de la crise de *sens* de notre société. Comme le dit la philosophe Simone Weil, « Plus le niveau de vie est élevé, plus les avantages que peuvent apporter des progrès nouveaux diminuent par rapport aux inconvénients »<sup>[2]</sup>. La perception, la représentation qualitative du progrès ou encore de l'amélioration de nos conditions de vie (nourriture, logement, etc.), est inversement proportionnelle à la quantité de confort dont nous disposons déjà: dès l'instant où l'individu a atteint un certain niveau de bien-être matériel, toute nouvelle invention n'augmente pas de manière significative son sentiment de bien-être (les nouveaux possesseurs de l'*iPhone* 6 seront-ils plus « heureux » que les utilisateurs de l'*iPhone* 3,4 ou 5?).

Si la satisfaction des besoins primaires ne fait plus le bonheur de l'individu accoutumé à un niveau de vie élevé, en revanche, l'absence de certains produits plus sophistiqués et bien souvent inutiles provoque un sentiment de manque et de frustration, selon la logique des signes (distinction, comparaison) analysée par Baudrillard, qui semble bel et bien incompatible avec l'idée de bonheur. Ce n'est en effet pas par coïncidence que l'ensemble des sagesses antiques et

orientales prône la limitation des désirs pour atteindre le bonheur alors conçu comme paix de l'âme (ataraxie) : « je suis riche car j'ai besoin de peu ».

Or, ce sont justement ces sous-produits, devenus principaux dans l'imaginaire collectif, qui sont les plus polluants dans leur fabrication comme dans leur consommation : plus la technique progresse et devient complexe, plus les effets bénéfiques qu'elle engendre sont contrebalancés par les effets négatifs qui l'accompagnent. C'est ainsi que l'on assiste, comme à un retournement de la valeur des objets : « Au-delà de certains seuils, les croissances industrielles créent plus de nuisances que de bienfaits, car en somme leurs sous-produits pollueurs tendent à devenir produits principaux tandis que les produits principaux – les satisfactions – tendent à devenir sous-produits »<sup>[3]</sup>.

De plus, toute nouvelle invention présente souvent des contraintes et des inconvénients qui augmentent le sentiment d'aliénation de l'individu. Ainsi en va-t-il, par exemple, de notre nouveau lave-linge qui sonne inlassablement jusqu'à ce que nous l'ayons éteint ou de la ceinture qui nous rappelle à l'ordre dans notre voiture. La technologie se fait oppressante et infantilisante. Les moyens de communication, qui nous obligent à la connexion permanente ou les moyens de transport qui nous imposent la rapidité, constituent d'autres exemples caractéristiques de cette oppression. La technique permet d'aller vite. Nous sommes donc sommés d'aller vite. La technique permet une communication immédiate et totale ; nous sommes donc obligés de communiquer dans l'instantanéité... Ce n'est plus notre rythme biologique qui nous régit mais le rythme chronométrique et les normes d'organisation imposés par les machines. Virilio nomme « endocolonisation » ce phagocytage de nos espaces intérieurs par la poussée technologique de la vitesse et de la performance. Corrélativement aux rythmes effrénés, à l'atomisation de la société, à l'accroissement de la dépendance à l'égard des besoins matériels auxquels la modernité nous soumet, naissent de nouveaux signaux de mal-être et de nouveaux asservissements. Les signes cliniques du malaise engendré par une société qui ne conçoit de bonheur que dans le plaisir toujours renouvelé de la consommation et de succès qu'à l'aune du culte de la performance et de la compétition « de tous contre tous », ne manquent pas : dépression, anxiété, sentiment de mal-être voire détresse, ennui, isolement, *burn out* sont le lot des sociétés *d'abondance*. « Une société malade, disait Fromm est une société qui crée de l'hostilité mutuelle, de la méfiance, et qui transforme l'homme en un instrument exploité par les autres, qui le prive du sentiment d'avoir de la valeur, sauf dans la mesure où il se soumet aux autres et devient un automate »<sup>[4]</sup>.

### **Le mythe paradigmatique des « trente glorieuses »**

Le capitalisme de consommation, dans sa deuxième phase (1945-1975), a semblé avoir brillamment rempli son contrat concernant l'amélioration des conditions de vie de la majorité à travers la consommation de masse, l'augmentation du pouvoir d'achat pour les classes populaires et la démocratisation de biens jusque-là réservés aux classes aisées (télévision, machines à laver, voiture, etc.). Cette période de forte expansion économique demeure, surtout dans l'esprit de ceux qui ne l'ont pas connue, comme un « rêve éveillé » : l'accès facile au crédit,

le plein-emploi, l'explosion démographique, l'espoir toujours renouvelé d'un avenir meilleur et surtout, comme le montre Fourastié<sup>[5]</sup>, inventeur de l'expression « trente glorieuses » la réalisation de l'abondance dans la plupart des pays développés qui a permis le développement d'un progrès social inédit (on sait en effet depuis Victor Hugo que la barbarie se développe en partie sur le terreau de la pauvreté.) Notre époque vit d'ailleurs encore sur la nostalgie d'un tel boom économique oubliant par là ce que cette période avait de particulier : la reconstruction économique de pays largement dévastés par la guerre.

Nonobstant le fait que cette période ait fondé sa prospérité sur des événements tragiques (et on trouverait bien quelques économistes mal avisés pour préconiser une « bonne guerre » afin de remettre notre économie sur pied), il faut aussi prendre en compte, dans son évaluation, les conséquences anthropologiques et écologiques terribles de cette période qui continue pourtant d'incarner, pour les économistes et hommes politiques de notre temps (bien que d'un autre temps ...), la période de référence à partir de laquelle juger les trente années ou « Trente piteuses » qui leur ont succédé. La présentation que Fourastié fait de cette époque prétendument consensuelle et dépolitisée donne l'impression qu'il suffirait de restaurer la croissance d'antan pour que tout aille mieux. Et si les occidentaux lorgnent aujourd'hui les taux de croissance de la Chine ou de l'Inde, c'est bien parce qu'ils regrettent cette époque « bénie » où le projet politique trouvait sa justification immédiate dans l'augmentation du profit des entreprises (alors en partie redistribué aux populations).

Dans un ouvrage récent, des chercheurs français et américains ont proposé une autre histoire des « Trente Glorieuses »<sup>[6]</sup> afin de décoloniser le regard sur un mythe pourtant bien enraciné. Ils montrent par exemple que ce développement économique spectaculaire n'a pu avoir lieu que grâce au pillage des ressources naturelles limitées de la planète et grâce à l'exploitation du Tiers-Monde. Quant au consensus autour du « progrès social », il fait tout simplement abstraction de l'ethos consumériste et d'une conception purement matérialiste du bonheur qui gagne alors les sociétés occidentales ; il oublie les multiples protestations contre l'emprise de la technique et du machinisme sur les existences humaines ainsi que les multiples conflits socio-environnementaux touchant le monde de l'industrie ou de l'agriculture qui ont aussi caractérisé cette période. Ce fut aussi l'époque des luttes anticolonialistes et de l'opposition au nucléaire. Sur le plan intellectuel, l'époque regorge de pensées critiques à l'encontre du modèle consumériste naissant : Roland Barthes et ses « mythologies » (1957), Henri Lefebvre et sa « critique de la vie quotidienne » (1961), Guy Debord et « La Société du spectacle » (1967), Jean Baudrillard et « La société de consommation » (1970). Cette période d'après-guerre est également propice aux grandes dystopies détaillant la fin du monde ou l'emprise de la pensée technicienne sur nos vies : *1984* de George Orwell (1949), *Fahrenheit 451* de Ray Bradbury (1953), *La Planète des singes* de Pierre Boulle (1963) ou *Un bonheur insoutenable* de Ira Levin (1970). Elle marque aussi la naissance de l'écologie politique et des contestataires de l'ordre technicien et bureaucratique, penseurs qui furent activement marginalisés par les chiens de garde de l'orthodoxie régnante (élites politiques, religieuses, scientifiques et techniques) : Jacques Ellul et Bernard Charbonneau, grands précurseurs la décroissance, Ivan Illich, Cornelius Castoriadis, René Dumont, André Gorz... autant

de figures intellectuelles qui ont entrevu avec lucidité le désastre écologique, politique et humain qui s'annonçait... Comme le dit Christophe Bonneuil [7], « certains politistes ont même pu parler de la Cinquième république comme la « *République des technocrates* » enfin « *libérés* » du parlementarisme et autres archaïsmes pour conduire plus vite la France vers le « *progrès* ». » L'expertise prend en effet alors un tour très officiel, disqualifiant les critiques de bon sens s'opposant par exemple au choix énergétique du « tout nucléaire » ou de l'agriculture industrielle qui nous ont pourtant mené à ce qu'Ulrich Beck appelle « la société du risque ».

En réalité, ces « trente Glorieuses » que Christophe Bonneuil propose de renommer les « trente ravageuses » ou les « trente pollueuses » ont eu un coût environnemental, énergétique et sanitaire que nous n'avons pas fini de payer et de mesurer : des 100000 morts dus à l'amiante que l'on dénombrera en 2025, à la combustion colossale d'énergies fossiles qui hypothèque aujourd'hui l'avenir énergétique des générations futures, jusqu'au délabrement dramatique de l'environnement (pollution des terres, des sols, des rivières, de l'air...), l'ensemble des coûts conséquents à cette période de « croissance » est incalculable... Et l'auteur de signaler que le concept abstrait de « croissance » est au final bien toujours arbitraire : car si l'on assiste effectivement à une hausse de la production durant cette période ou à un développement du réseau routier et autoroutier, on oublie en revanche de mentionner que le rendement énergétique diminue ou que le réseau ferroviaire se trouve amplement et volontairement amputé au profit *délibéré* de la bagnole.

La grande période de croissance d'après-guerre peut donc finalement être qualifiée par les auteurs de « grande accélération de l'Anthropocène », c'est-à-dire de cette nouvelle ère géologique couvrant les 200-250 dernières années, durant lesquelles l'homme est devenu l'élément perturbateur majeur du milieu naturel. Ainsi, si la croissance (sur laquelle est adossé l'ensemble de nos dispositifs économiques et sociaux) est encore la référence absolue de toute politique jugée « progressiste », elle n'en demeure pas moins la source majeure de la crise écologique que nous connaissons aujourd'hui avec son cortège de pollutions, d'écosystèmes dégradés, d'émissions de gaz à effets de serre susceptibles d'entraîner un dérèglement climatique majeur et mettant en péril l'avenir de nos descendants. Comme le dit Dominique Méda, « Nous découvrons - ou plutôt nous redécouvrons, car les années 70 avaient une conscience aiguë de cette situation -, que la croissance ne génère pas que des bienfaits mais aussi des maux ».

### **Une prospérité sans croissance**

La nécessité de raisonner « au delà de la croissance » n'est pas nouvelle puisque de nombreux indicateurs ont été mis en place afin de prendre en considération d'autres aspects que la production de richesse dans l'estimation du bien être national (*IDH* : index de développement humain, *indice de santé sociale*, *BIP 40* : baromètre des inégalités et de la pauvreté en France etc.). Seulement, force est de constater, à travers le discours de nos élites, que la croissance et l'augmentation des gains de productivité demeure l'obsession constante de nos gouvernants. Or,

qu'on le veuille ou non, l'Occident pourrait avoir entamé une période de récession prolongée : limites écologiques et énergétiques de la croissance, recul des investissements comme phénomène 'naturel' des économies matures, poids de la dette... sont autant d'éléments qui semblent pointer vers une crise structurelle durable. Pour l'environnement, ce n'est pas une mauvaise nouvelle : moins de croissance signifie aussi moins de consommation matérielle, moins d'émissions de CO2, moins de destruction du patrimoine naturel. Mais socialement, cette situation est explosive car nos économies de croissance ne savent pas comment décroître : elles s'effondrent plutôt (spirale de la dette, affolement du chômage et détérioration du système social). C'est la raison pour laquelle Serge Latouche ne cesse de vouloir démarquer le projet de la décroissance de l'effondrement des économies occidentales auquel nous assistons aujourd'hui : « leur récession n'est pas notre décroissance ».

En effet, la question économique principale du 21<sup>ème</sup> s. à laquelle doivent faire face nos décideurs, vraisemblablement fort mal préparés intellectuellement à ce défi, n'est plus « comment une nation devient-elle riche ? » mais plutôt comment « réussir sans croissance » (Peter Victor[8]) ou encore, comment une « prospérité sans croissance » est-elle possible (Tim Jackson[9]) ? En d'autres termes, une nouvelle façon de penser, éloignée des recettes habituelles (keynésianisme vs austérité), est nécessaire. Et c'est là l'objet de la théorie économique écologique, dont les représentants les plus qualifiés sont sans doute Giorgos Kallis, Serge Latouche et Joan Martinez-Alier, qui travaillent depuis des années à la construction d'un nouveau modèle économique *véritablement* soutenable : la décroissance. Comme l'avait montré Thomas Kuhn dans son ouvrage, *La structure des révolutions scientifiques* (1962), le changement de paradigme apparaît nécessaire lorsque l'ancien modèle s'avère incapable de résoudre les problèmes critiques qu'il se pose à lui-même.

La décroissance, paradigme alternatif au paradigme de la croissance, est conçue comme un modèle transitoire vers un état stationnaire à plus faible empreinte écologique (« lower steady state »)[10]. Comme le montrent les calculs effectués par Jackson, une croissance nulle, aujourd'hui, ne serait pas suffisante pour atteindre un niveau de développement écologiquement soutenable dans la mesure où elle nécessiterait une amélioration du rendement énergétique du carbone huit fois supérieur chaque année à ce qu'il est actuellement. Il s'ensuit qu'une combinaison entre décroissance et meilleurs rendements énergétiques est la seule solution possible.

Ce que la décroissance propose, c'est un modèle différent de prospérité fondé sur une vision beaucoup moins matérialiste de l'abondance et sur le concept de « simplicité volontaire » (Samuel Alexander[11]). Ce nouveau paradigme requiert une réorganisation totale de la société en termes institutionnels, dans le domaine de l'économie bien sûr, du travail, mais aussi de la politique ou de l'éducation ainsi que dans la conception du « bien vivre » (*buena vivir*). Et en effet, comme le signale Tim Jackson, nos sociétés ont échoué à procurer une expression sensée de la prospérité à leurs populations (p.2) en raison d'une conception unidimensionnelle du bonheur diffusée par les médias institutionnels (éducation, TV, politique, publicité...). Alors que la croissance économique

apporte beaucoup aux pays pauvres en termes d'espérance de vie, d'accès à la santé ou à l'éducation, en revanche elle n'a que peu d'incidence en termes de bonheur et de qualité de vie dans les sociétés riches. Bien davantage, au delà d'un certain degré, nous dit-il, la richesse matérielle mène à une inversion de la courbe du bien-être (« life satisfaction paradox »). Cette observation parle en faveur d'un nouveau modèle de prospérité et d'un style de vie moins matérialiste tel qu'il a été décrit par Kate Soper sous l'appellation d' « hédonisme alternatif<sup>[12]</sup> » : « Une consommation écologique n'impliquerait ni une réduction du niveau de vie, ni une conversion de masse vers l'extra-mondanité, mais bien plutôt une conception différente du niveau de vie lui-même. Il suffit que beaucoup plus de gens aient une demande pressante de biens tels que la possibilité de marcher où ils le désirent, quand ils le désirent; de traîner et de bavarder au coin de la rue; de voyager lentement, de jouir de la solitude, d'avoir de l'espace pour jouer et du temps pour ne rien faire – et qu'ils acceptent d'en payer le prix par une diminution des satisfactions matérielles privées. »<sup>[13]</sup>

En résumé, comme nous avons essayé de le démontrer tout au long de cet article et comme le conclut lui-même Tim Jackson, « pour les économies avancées de l'occident, la prospérité sans croissance n'est plus un rêve utopique. C'est une nécessité financière et écologique à laquelle nous ajouterions la *nécessité anthropologique* de sortir d'un modèle de société privé de sens » (p.185, *ma traduction*).

[1] Richard Easterlin, « Does Economic Growth Improve the Human Lot? », in Paul A. David et Melvin W. Reder, *Nations and Households in Economic Growth : Essays in Honor of Moses Abramovitz*, New York, Academic Press, 1974

[2] Simone Weil, *Oppression et liberté* (1955).

[3] Edgar Morin, *Pour sortir du xxe siècle*, Paris, Fernand Nathan, Coll. « Points », 1981, p. 69.

[4] Eric Fromm, *La société saine* (1955)

[5] Jean Fourastié, *Les Trente glorieuses ou La révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979. Réédition : coll. « Pluriel », Le Livre de poche, 1980.

[6] - Céline Pessis, Sezin Topçu & Christophe Bonneuil (éd.), *Une autre histoire des « Trente Glorieuses »*, Paris, La découverte, 2013.

[7] « Les trente Glorieuses étaient désastreuses », entretien avec Christophe Bonneuil, Site Reporterre, *Le quotidien de l'écologie*, 26/12/2013 [en ligne] <http://www.reporterre.net/spip.php?article4725>

[8] Peter Victor, *Managing without growth : slower by Design, not Disaster*, Edward Elgar, Cheltenham, UK, Northampton, MA, 2008.

[9] Tim Jackson, *Prosperity without growth, Economics for a Finite Planet*. London, Earthscan, 2009.

[10] Voir pour ces développements, Kallis, G., et al., "The economics of degrowth, *Ecological Economics*" (2012) [en ligne] <http://dx.doi.org/10.1016/j.ecolecon.2012.08.017>

[11] <http://simplicityinstitute.org/samuel-alexander>

[12] Kate Soper, *Troubled Pleasures*, London, Verso, 1990, p. 23-86

[13] Kate Soper, « Ecologie, nature et responsabilité », publié dans *Revue du MAUSS* 2001/1 (N°17), p. 86 [en ligne] [http://www.cairn.info/zen.php?ID\\_ARTICLE=RDM\\_017\\_0071](http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=RDM_017_0071)